Urgence climatique : Stimuler l'innovation technologique et financière pour mettre un terme au réchauffement

Urgence climatique : Stimuler l'innovation technologique et financière pour mettre un terme au réchauffement La nécessité d'accélérer l'innovation technologique et financière pour éliminer les émissions de CO2 responsables du réchauffement climatique est au coeur des discussions à Paris. Une trentaine de ministres de l'Énergie ou du Climat se réunissent pour trouver des moyens de financer les investissements massifs requis pour la transition énergétique et climatique. L'émissaire américain pour le climat, John Kerry, souligne l'urgence d'une évolution vers plus d'innovation face au réchauffement actuel. La réunion, co-présidée par le ministre irlandais du Climat et de l'Environnement, Eamon Ryan, intervient après la COP28 à Dubaï, où la transition hors des énergies fossiles a été décidée. Les ministres soulignent la nécessité de déployer rapidement les technologies existantes rentables, notamment dans les énergies renouvelables, tout en introduisant sur le marché de nouvelles technologies plus rapidement. Les technologies, y compris celles non encore éprouvées, visent à économiser et à utiliser l'énergie plus efficacement, à capturer le CO2, à stocker l'électricité et à produire de l'hydrogène. Les gouvernements sont appelés à investir massivement dans l'innovation pour atteindre les objectifs de réduction des émissions d'ici 2050. Les discussions mettent en lumière le besoin d'investissements considérables non seulement dans les énergies renouvelables, mais également dans les réseaux

d'interconnexions, les entreprises de technologies propres et les chaînes d'approvisionnement. Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, plaide pour plus de créativité en matière de financement, en soutenant le projet d'Union européenne des marchés de capitaux pour financer la transition en Europe. John Kerry salue les efforts de la Chine dans la construction de capacités électriques en énergies renouvelables, mais souligne les préoccupations liées à la construction prévue de centrales au charbon en Asie du Sud-Est. Il appelle à l'élimination des centrales au charbon, mettant en garde contre l'annulation des efforts mondiaux pour réduire les émissions de CO2. L'Agence internationale de l'énergie estime que les investissements mondiaux nécessaires pour développer des énergies alternatives atteindront 4 500 milliards de dollars par an d'ici 2030, dont au moins 2 200 milliards dans les pays émergents et en développement. La réunion se clôturera par un communiqué fixant le mandat de l'AIE pour les deux prochaines années. Le 15/02/2024 Rédaction de l'AMDGJB Géoparc Jbel Bani www.darinfiane.com www.cans-akkanaitsidi.net www.chez-lahcen-maroc.com